

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

Dossier

N° 470 du 21.07

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

1 Les brèves

1-1 Sheikh Jarrah: Résistance aux expulsions

1-2 Marcel Charbonnier : Durban 2.

1-3 Durban 2 vidé de son sens.

1-4 Mahmoud Abbas a cherché par tous les moyens à saboter la conférence de Jérusalem.

1-5 "Mon fils est un menteur !".

1-6 Le lobby pro-Israël et la conférence antiraciste.

1-7 En une nuit, les moyens d'existence d'un Palestinien détruits par des colons israéliens.

1-8 Briser le blocus de Gaza.

1 Le convoi humanitaire "Viva Palestina" refuse de se laisser bloquer par les autorités égyptiennes.

2 Le Convoi humanitaire américain est arrivé à Gaza.

1-9 Hugo Chavez à Gaza.

1-10 Mission humanitaire de France pour Gaza.

2 Dossier

2-1 Lettre de Cynthia McKinney depuis une prison israélienne.

2-2 Chérif BOUDELAL : Pour qui roule Amnesty international ?

2-3 Fayyad cherche à mobiliser les Palestiniens.

2-4 Fayyad annonce la légalisation des colonies juives.

3 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

3-1 Guerre de Gaza.

1 Des soldats accablent Tsahal.

2 Des soldats de l'armée israélienne parlent d'une guerre sans retenue à Gaza.

3 Douglas Hamilton : Guerre sans retenue à Gaza.

4 Des soldats israéliens racontent les crimes de guerre de Tsahal à Gaza.

3-2 Rapport : Les traîtres et les forces d'occupation unifient leurs efforts pour déstabiliser Gaza.

3-3 La longue attente des Palestiniens qui travaillent en Israël.

3-4 Réfugiés palestiniens et Droit inaliénable au Retour.

1 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Sheikh Jarrah: Résistance aux expulsions

Le tribunal israélien a ordonné une caution de 100.000 NIS (20.000 euros) aux familles palestiniennes qui refusent d'être expulsées de leur quartier.

Cette somme d'argent leur sera prélevée si les familles refusent de remettre leurs clés et volontairement quitter leurs maisons avant midi le 19 Juillet prochain.

Après cette date, les organisations de colons ont la permission d'entrer dans les maisons et les pères de familles seront envoyés en prison, accusés d'outrage au tribunal.

Les habitants de Sheikh Jarrah appellent à faire pression pour éviter ces iniquités ; voir l'article

<http://www.humanite.fr/Expulsions-Jerusalem>

Videos sur la résistance de Sheikh Jarrah :

<http://www.youtube.com/watch?v=-cAelvbMgFg>

<http://www.youtube.com/watch?v=KicsFPZxwhg>

Sheikh Jarrah (Jérusalem/Al Qods) :

1-2 Marcel Charbonnier : Durban 2.

Une conférence sur le racisme, sous l'égide de l'Onu, débutera ce lundi, mais le calvaire des Palestiniens ne sera pas à l'ordre du jour, en partie parce que les diplomates de la Palestine eux-mêmes ont cédé sous la pression des Etats-Unis, affirment des organisations de la société civile (palestinienne).

Le Projet de résolution de la Conférence d'évaluation de Durban – qui se tiendra en Suisse – ne comporte aucune référence aux Palestiniens, ni à la Palestine, pas plus qu'à Israël et à l'occupation de territoires palestiniens par ce pays.

Toutes les références de cette nature ont été caviardées et supprimées d'un premier pré-document, au mois de mars, par le Comité de Préparation (de la conférence Durban II, ndt).

<http://www.maannnews.net/en/index.php?opr=ShowDetails&ID=37165>

1-3 Durban 2 vidé de son sens.

Durban 2 vidé de son sens, édulcoré et aseptisé sur l'ordre des sionos-ricains et de leurs larbins.

Selon les Association de défense des droits de l'Homme : « L'OLP s'est plié au boycott américain contre la conférence de l'Onu sur le racisme (« Durban II ») »

Des photos et une vidéo de la mission sont disponibles ici : <http://www.uam93.com>

Ma'an News Agency, 16 avril 2009

1-4 Mahmoud Abbas a cherché par tous les moyens à saboter la conférence de Jérusalem.

De source grecque, on apprend que Mahmoud Abbas [Président de l'Autorité palestinienne de Ramallah] a cherché par tous les moyens à saboter la conférence de Jérusalem à Athènes

Cette source a indiqué que le président palestinien Mahmoud Abbas est intervenu pour empêcher la tenue d'un grand rassemblement de solidarité avec la Palestine dans la capitale grecque et a exercé une forte pression pour en limiter le nombre de participants .

La conférence a eu lieu le 22 Juin, à Athènes, sous la forme d'un colloque international intitulé « Jérusalem est la capitale de la culture arabe 2009 - l'Europe pour Jérusalem et Gaza » auquel ont participé l'Association d'Amitié des Grecs et Palestiniens et l'Association du Rassemblement Européen pour Jérusalem.

Participaient également à cette conférence d'éminentes personnalités de la Grèce, d'Europe et de Palestine, y compris des hommes politiques, des parlementaires, des chefs religieux et des penseurs, des intellectuels et des représentants des institutions de la société civile.

Toutefois, des sources en provenance du parti socialiste grec, ont révélé que le président palestinien a tout fait pour saboter et diminuer le taux de participation à la conférence.

La même source ajoute que Abbas a contacté personnellement George Papandreou, président du Parti socialiste Grec, et lui a demandé de faire pression sur son parti pour amener les députés et les fonctionnaires à ne pas assister à la conférence afin que le niveau de présence politique soit le plus faible possible.

Abbas a également contacté des dirigeants d'autres partis politiques en Grèce dans le même but, assure la même source.

La même source déclare que « les arguments avancés par M. Abbas pour faire pression sur les hommes politiques, sont que les organisateurs grecs de la conférence sont proches du gouvernement d'Ismail Haniyeh à

Gaza et sont en désaccord avec les vues de l'Autorité palestinienne en ce qui concerne l'approche des négociations avec Israël ».

Abbas a également exprimé sa consternation au sujet de l'activité croissante en Grèce de groupes qui prônent le droit de retour et la levée du siège de Gaza, et a demandé à ce que toute action qui concerne la Palestine passe exclusivement par le biais de l'Autorité palestinienne [de Ramallah] et ses représentations à l'étranger.

Al Jazeera

2 juillet 2009 -

Vous pouvez consulter cet article à : <http://www.aljazeera.net/NR/exeres/...>

Traduction de l'arabe : Leïla

<http://www.info-palestine.net>

1-5 "Mon fils est un menteur !".

On pourrait résumer cette affaire par un : **"mon fils est un menteur !"**.

Le père du premier-ministre israélien, Benzion Netanyahu, historien de 100 ans qui vit...aux Etats-Unis, ancien secrétaire particulier de Vladimir Jabotinski, chef du courant révisionniste sioniste, vient dans une déclaration, de trahir son fils.

Il a dit à propos de son fils selon l'AFP, ceci: "Il m'a dit que lorsqu'il a accepté un Etat palestinien, il l'a fait sans y croire. Il a posé des conditions telles que les Palestiniens ne les accepteront jamais".

Il a fait cette déclaration hier, sur la deuxième chaîne privée d'Israël.

Petits rappels des conditions:

- Etat palestinien démilitarisé.

- le problème des réfugiés doit être résolu hors des frontières d'Israël.(leur retour va à l'encontre du maintien d'Israël comme Etat juif, dit-il)

- Que les Palestiniens reconnaissent de façon sincère et publique qu'Israël est le pays du peuple juif.

- "Croissance naturelle" des colonies qui doivent se perpétuer sans embûches.

Son père a bien raison, il ne croit pas du tout en un Etat Palestinien qui serait selon moi, un vrai gage de paix dans cette contrée du monde. Mais, si d'un côté comme de l'autre il n'y a pas des hommes de paix, le conflit se poursuivra.

Allain Jules

jeudi 9 juillet 2009

<http://allainjulesblog.blogspot.com/>

1-6 Le lobby pro-Israël et la conférence antiraciste.

Des militants juifs pour les droits de la personne accusent le lobby pro-Israël.

Israël et les puissances occidentales ont investi dans la protection des privilèges et de l'injustice. Ils ont donc mené une campagne incessante pour démolir la Conférence de Durban contre le racisme.

Depuis 2001, des groupes pro-Israël bien financés se sont mobilisés pour discréditer et faire dérailler cette Conférence de Durban, prévue pour 2009. Parmi ces groupes, on retrouve, au Canada, le Canadian Council for Israël and Jewish Advocacy (CIJA), le Congrès juif canadien et B'nai Brith. Ces groupes qualifient d'« anti-sémite » toute critique légitime des politiques et actions racistes d'Israël. Et ce sont de tels groupes qui ont assisté en Afrique et en Amérique latine aux réunions préparatoires à la Conférence de Durban, pour s'opposer à toute décision relative à l'oppression en Palestine, à toute accusation d'islamophobie, etc.

Le résultat, c'est que les fonds destinés aux ONG se sont presque évaporés. Le secrétariat pour la Conférence de Durban n'a même pas jugé bon d'informer plusieurs membres des ONG des réunions du comité préparatoire. Seulement 35 membres d'ONG – dont environ 20 délégués du lobby d'ONG pro-Israël! – étaient présents à la deuxième session importante du comité préparatoire de cette conférence, laquelle a eu lieu du 6 au 17 octobre 2008.

En Janvier 2008, le Canada a annoncé qu'il allait boycotter la Conférence de Durban, et depuis, Israël et les USA se sont aussi retirés. Ce boycott nuit à la réputation du Canada et trahit les victimes du racisme, dans le monde et au Canada. Seul le Bloc québécois ne s'est pas incliné devant les menaces et les mensonges du lobby israélien.

Diana Ralph, d'IJV (Independent Jewish Voices), ayant participé au 2e comité préparatoire, affirme qu'elle n'a constaté AUCUN antisémitisme et s'est sentie totalement respectée en tant que Juive par tous les participants, y compris les Palestiniens et les autres participants du Moyen-Orient.

L'IJV a appelé les Conservateurs, les Libéraux et le NPD à se joindre à la Conférence de Durban et à prendre position contre le racisme.

Voir pour détails:: <http://www.canpalnet-ottawa.org/Durban-D.Ralph.html> et

<http://ijvcanada.blogspot.com/2008/10/ijv-statement-to-durban-review> .

PAJU No 440, 17 juillet 2009:

Date de publication : 2009-07-18

WWW.PAJUMONTREAL.ORG

http://www.pajumontreal.org/paju_fr/?/QUE-CESSE-L-OCCUPATION-PAJU-No-440-17-juillet-2009-Les-sionistes-et-la-conference-anti-raciste

1-7 En une nuit, les moyens d'existence d'un Palestinien détruits par des colons israéliens.

Le 22 juin, aux premières heures, les colons de la colonie Bat 'Ain ont mis le feu et ont coupé plus de 125 pieds de vigne et d'arbres appartenant à Hamad Soleiby.

Les soldats israéliens ont dit qu'ils avaient vu un feu dans les champs pendant la nuit et qu'ils y étaient allés pour l'éteindre, bien qu'ils n'aient rien fait pour collecter les preuves : des bidons d'essences et des allumettes étaient toujours là le matin suivant, lorsque les activistes de PSP ont accompagné la famille du fermier pour constater les dommages.

Une semaine auparavant, les militants israéliens de la solidarité avaient filmé les colons de Bat 'Ain qui leur disaient : "Vous devriez revenir voir la semaine prochaine", et qu'ils mettraient le feu à tout le secteur. Ce qui n'a pas été brûlé a été systématiquement coupé à la scie électrique. Les 125 arbres représentaient une grosse proportion des revenus d'Hamad. En une nuit, les colons ont pratiquement détruit toutes les ressources de la famille.

Lundi, quand les militants ont rejoint le frère d'Hamad pour témoigner de la destruction, les soldats et la police israélienne sont arrivés en force, avec trois jeeps et un transporteur de troupes plein de soldats. Le frère d'Hamad, Abu Jabber, s'est approché du commandant, lui demandant de venir constater par lui-même ce qu'avaient fait les colons. Au lieu de cela, les soldats ont informé le groupe que c'était une zone militaire fermée, et tous ont dû quitter les lieux, sauf Abu Jabber et un militant israélien. Abu Jabber et le militant israélien, qui fait partie de l'organisation commune Ta'ayush ("Vivre ensemble", en arabe), ont été escortés jusqu'au poste de police à l'intérieur de la colonie pour porter plainte.

Cependant, si l'on considère ce qui s'est passé la semaine dernière, lorsque les colons ont été autorisés à pénétrer dans le secteur en toute impunité pendant que les militants internationaux et israéliens étaient agressés et arrêtés, il y a peu de raison de penser que les soldats et la police israélienne, basés à l'intérieur de la colonie, feront grand chose pour protéger les droits des Palestiniens et leur terre.

Pendant la nuit également, et de façon ironique, alors que les colons pénétraient librement sur les terres palestiniennes et détruisaient de grands pans de zones agricoles sans aucune intervention de l'armée ou de la police israélienne, les soldats israéliens envahissaient plusieurs maisons à Suffa et arrêtaient 8 personnes, ainsi qu'une personne à Beit Ommar, sans aucune raison connue.

[Palestine Solidarity Project](#)

1-8 Briser le blocus de Gaza.

1 le convoi humanitaire "Viva Palestina" refuse de se laisser bloquer par les autorités égyptiennes.

Les membres de Viva Palestina qui ont passé la nuit dans les bus au checkpoint de Suez, en Egypte, après avoir été arrêtés par les autorités égyptiennes le 11 Juillet, se dirigent vers la ville voisine d'Ismailia et se préparent à reprendre leur voyage vers la bande de Gaza, indique un communiqué des organisateurs de ce nouveau convoi humanitaire.

Nouvelles du convoi Viva Palestina - Dimanche 12 Juillet – 19h Par Viva Palestina

Le Député britannique George Galloway, qui a retrouvé au Caire l'ancienne membre du Congrès américain, Cynthia McKinney, a travaillé avec les autorités égyptiennes et américaines pour accélérer le passage du convoi sur le canal de Suez et dans la bande de Gaza.

Le Conseiller de la ville de New York, Charles Barron, qui a conduit le groupe jusqu'au canal de Suez, affirme : "Les autorités égyptiennes ont bloqué le convoi en prétextant que nous n'avions pas obtenu les autorisations nécessaires des autorités pour entrer dans la bande de Gaza. Que ces exigences soient vraies ou non, nous contournerons ces obstacles. Nous allons à Gaza."

"Si les autorités égyptiennes veulent encore nous tester, pas de problèmes, même si nous avons déjà fourni ces informations à leurs ambassadeurs à Washington DC, à Londres et à Tripoli, et ce à leur demande. L'ambassade américaine au Caire a été informée de la mission, tout comme le ministère égyptien des Affaires Etrangères," a déclaré Galloway. "Alors maintenant, nous espérons qu'il n'y aura pas d'autres raisons pour retarder le transport de cette aide tellement urgente pour la population de Gaza. Nous avons des médicaments d'une valeur de centaines de milliers de dollars, qui sont sensibles au facteur temps et périssables et qui doivent atteindre les enfants de Gaza."

Un autre groupe de membres de Viva Palestina est à Alexandrie pour prendre possession de 47 véhicules qui seront utilisés pour faire passer l'aide médicale et humanitaire du groupe par le poste frontière de Rafah. Un troisième groupe de Viva Palestina continue de rassembler l'aide supplémentaire au Caire.

Lundi, Viva Palestina a l'intention de rassembler toutes ses forces à Ismailia où il chargera l'ensemble des aides collectées dans ses véhicules et fera ses derniers préparatifs pour la traversée du Sinaï. Le convoi espère des progrès sur tous les fronts, mais il est prêt à appeler à des protestations de solidarité devant les ambassades et les consulats égyptiens si cela ne réussissait pas.

[Le convoi anti-blocus «Viva Palestina» entre enfin dans la Bande de Gaza.](#)

Le convoi anti-blocus «Viva Palestina» est entré dans la Bande de Gaza, dans une heure tardive de la nuit de mercredi 15/7, à travers le passage de Rafah, sous la direction de l'ancien député britannique, George Galloway. Un responsable sur le passage de Rafah a déclaré que Galloway s'est réuni avec le gouverneur du nord de Sinaï, Mohamed Choucheh, pour l'organisation de l'acheminement des aides humanitaires du convoi international anti-blocs vers Gaza, et qui comporte 200 solidaires, dont le député Galloway, et 12 camions qui transportaient des médicaments.

Notons que ce convoi est arrivé, le mercredi matin, au Caire, avec 50 camions qui transportaient des aides humanitaire et médicales, en plus des dispositifs médicaux pour les hôpitaux, les écoles et les jardins d'enfants de la Bande de Gaza, qui atteignent une valeur de 10 millions de dollars.

On souligne également que Galloway est arrivé au passage de Rafah, à la tête de ce convoi, en compagnie de 55 personnes des militants et sympathisants avec le peuple Palestinien, dont 4 rabbins juifs qui s'opposent à la politique discriminatoire de l'occupation sioniste.

CPI

16/07/

2 Le Convoi humanitaire américain est arrivé à Gaza.

Le convoi « **VIVA PALESTINA** » venant de New York (il n'y a pas que le lobby sioniste à New York !) est finalement arrivé à Gaz après une semaine de blocage en Égypte par le régime sioniste égyptien. A sa tête le député britannique, **George Galloway**, et le **Conseiller de la ville de New York, Charles Barronn**, qui a conduit le groupe jusqu'au canal de Suez, le convoi est entré à Gaza ce jeudi 16 juillet 2009. Les autorités égyptiennes ont donné 24 h aux membres du convoi pour sortir de Gaza ! Font parti du voyage également (entre autres) des **Juifs antisioniste (des rabbins orthodoxes de New York)** et l'ancienne membre du Congrès américain, **Cynthia McKinney**.

Ce grand convoi est composé de bus, de camions frigorifiques et de containers de médicaments (entre autres). Cependant, la moitié de l'aide transportée par le convoi a été confisquée à Alexandrie par la douane.

1-9 Hugo Chavez à Gaza.

Le prochain convoi humanitaire pour Gaza sera conduit par le **président vénézuélien Hugo Chavez**, a affirmé mercredi le député britannique George Galloway. Cliquer sur le lien suivant pour lire le message de l'AFP à ce sujet : <http://fischer02003.over-blog.com/article-33903707.html>

1-10 Mission humanitaire de France pour Gaza.

La mission d'assistance chirurgicale envoyée à Gaza par l'Union des Associations Musulmanes de la Seine-Saint-Denis, (UAM93) et l'Union For Palestine (UFP) est arrivée au Caire le mercredi 1er juillet 2009. Elle a été accueillie à son arrivée par le syndicat des médecins égyptiens et par le croissant rouge égyptien.

Pour en savoir plus cliquer sur le lien ci-dessous

http://www.uam93.com/index.php?option=com_content&view=article&id=146:110709-rapport-detape-de-la-mission-humanitaire&catid=2:communiqués&Itemid=3

Chérif BOUDELAL -16 juillet 2009

2 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Lettre de Cynthia McKinney depuis une prison israélienne.

Je suis Cynthia McKinney et je parle depuis ma cellule, dans une prison israélienne à Ramle. [Je fait partie] des 21 activistes des droits humains du Free Gaza Movement incarcérés actuellement pour avoir essayé de transporter de l'aide médicale, des matériaux de reconstruction - et même des crayons pour enfants; j'avais une valise remplie de crayons pour les enfants.

Pendant notre traversée, en route pour Gaza, les israéliens ont menacé de tirer sur notre bateau, mais nous n'avons pas fait demi-tour. Les israéliens ont arraisonné le bateau et nous ont détenus parce que nous voulions offrir des crayons aux enfants de Gaza. Nous sommes détenus et nous voulons que les citoyens du monde sachent comment on nous a traités parce que nous voulions livrer de l'aide humanitaire au peuple de Gaza. Au début de l'opération israélienne, intitulée «Plomb Durci» [en décembre 2008], je suis montée à bord d'un bateau du Free Gaza Movement, avec un jour de préavis, et j'ai essayé, en tant que représentante des États-Unis dans une délégation multi-nationale, de livrer 3 tonnes d'aide médicale à Gaza déjà assiégée et ravagée. Pendant "Opération Plomb Durci", des avions F-16, fournis par les États-Unis, ont lâché leurs feux infernaux sur un peuple pris au piège. Le nettoyage ethnique s'est transformé en un génocide généralisé, purement et simplement. Du phosphore blanc, de l'uranium appauvri, de la technologie robotique, des munitions DIME et des armes à sous-munitions, fournis par les États-Unis - des nouvelles armes provoquant des blessures encore jamais traités par les médecins jordaniens et norvégiens. Les médecins, qui présents à Gaza pendant le

massacre israélien, m'ont dit plus tard que Gaza était devenue le vrai laboratoire d'Israël pour tester ses armes, les personnes étant utilisées comme cobayes pour tester et améliorer l'efficacité du taux de mortalité de ses armes.

Grâce à Al Jazeera, diffusée en arabe et en anglais, et à Press TV, diffusée en anglais, le monde a pu voir la violence méprisable d'Israël. J'ai vu ces transmissions, jours et nuits en direct, non pas aux États-Unis mais au Liban où ma première tentative pour rentrer à Gaza s'était terminée car les militaires israéliens avaient éperonné, dans les eaux internationales, le bateau à bord duquel j'étais... C'est un miracle si je suis ici pour écrire sur ma deuxième rencontre avec les militaires israéliens, une autre mission humanitaire avortée par les militaires israéliens.

Les autorités israéliennes ont essayé de nous faire confesser que nous avons commis un crime .. Je suis maintenant connue comme la prisonnière d'Israël numéro 88794. Comment puis-je être en prison pour avoir rassemblé des crayons pour les enfants?

Le sionisme est sûrement arrivé au terme de sa légitimité si ceci est sa réponse aux personnes croyant tellement profondément dans les droits humains pour tous qu'ils mettent leur propre vie en jeu pour les enfants de quelqu'un d'autre. Israël est l'expression du sionisme à son summum, mais si Israël a peur pour sa sécurité car des enfants de Gaza ont des crayons, alors non seulement Israël a perdu son dernier lambeau de légitimité mais Israël doit aussi être déclarée un état défaillant.

Je risque d'être déportée par un état qui m'a amenée ici sous la menace des armes après avoir réquisitionné notre bateau. J'ai été amenée en Israël contre mon gré. Je suis retenue dans une prison car j'avais un rêve, celui que les enfants de Gaza puissent colorier et peindre, que les blessures de Gaza puissent être soignées et que les maisons bombardées de Gaza puissent être reconstruites.

Mais j'ai appris une chose intéressante en étant dans cette prison. Premièrement, la population est majoritairement noire: peuplée principalement par des éthiopiennes qui, elles aussi, avaient un rêve... comme mes compagnes de cellule, dont une d'elles est enceinte. Elles ont toutes une vingtaine d'années. Elles pensaient qu'elles venaient en Terre Sainte. Elles avaient un rêve, que leurs vies soient meilleures... L'Éthiopie, autrefois fière et jamais colonisée, [s'est retrouvée] sous la coupe des États-Unis et est devenue un lieu de torture, de "rendition" (transfert et détention secrète) et d'occupation. Les éthiopiens doivent libérer leur pays car les politiques des super-puissances [sont] devenues plus importantes que les droits humains et l'autodétermination. Mes compagnes de cellule sont venues en Terre Sainte pour se libérer des exigences des politiques des super-puissances. Elles n'ont commis aucun crime à part celui d'avoir eu un rêve. Elles sont venues en Israël car elles pensaient qu'Israël leur offrait un espoir. Leur voyage pour Israël, passant par le Soudan et l'Égypte a été très ardu. Je peux seulement imaginer ce que se fût pour elles. Et il n'était pas donné. Beaucoup d'entre elles sont le symbole des efforts collectifs importants de leurs familles. Elles se sont frayées un chemin jusqu'à la Haute Commission aux Réfugiés de l'ONU. Elles ont reçu leurs papiers d'identité jaunes. Elles ont eu leurs certificats pour la protection de la police. Elles sont des réfugiées de la tragédie et elles sont arrivées en Israël et seulement après qu'elles soient arrivées, Israël leur a dit "il n'y a pas d'ONU en Israël".

La police, ici, est libre de les attraper et de les donner en pâture à un semblant de système judiciaire. Chacune de ces femmes, superbes, diligentes et fières, est l'espoir de toute sa famille. L'image d'Israël les a bien eu et nous avec. Dans une campagne de publicité astucieuse et diffusée à grande échelle, Israël s'est représentée elle-même comme le premier lieu de refuge et de sécurité pour les juifs et les chrétiens. Moi aussi, j'ai cru en cette publicité et j'ai manqué de regarder plus en profondeur.

La vérité est qu'Israël a menti au monde. Israël a menti aux familles de ces jeunes femmes. Israël a menti aux femmes elles-mêmes qui maintenant sont prises au piège dans le centre de détention de Ramle. Et qu'allons nous faire? Une de mes compagnes de cellule a pleuré aujourd'hui. Elle est ici depuis 6 mois. En tant qu'américaine, pleurer avec elles n'est pas assez. La politique des États-Unis doit être améliorée et alors que le président Obama donne 12.8 billions de dollars aux élites financières des États-Unis, il devrait être clair que l'espoir, le changement et le "oui, nous pouvons" furent de très fortes images de dignité et d'accomplissement de soi, individuellement et nationalement en lesquelles, de partout, les personnes assiégées ont réellement cru. C'était une campagne de publicité rondement menée, habilement vendue au monde et aux électeurs américains, tout comme la publicité d'Israël le fût au monde. Nous nous sommes tous fait avoir, mais plus tragiquement, ces jeunes femmes.

Nous devons voter en toute connaissance de cause pour de meilleurs candidats désireux de nous représenter. J'ai lu et relu la lettre du Dr. Martin Luther King Junior écrite depuis une prison de Birmingham. Jamais dans mes rêves les plus fous, je n'aurais imaginé que moi aussi, un jour je devrais en écrire une. Il est clair que les contribuables en Europe et aux États-Unis ont beaucoup à se repentir pour ce qu'ils ont fait à d'autres autour du monde.

Quelle ironie! Mon fils rentre à l'école de droit sans moi car je suis en prison, en essayant de faire de mon mieux, à ma manière, pour les enfants d'autres personnes. Pardonne moi, mon fils. Je suppose que je suis en train de connaître la dure réalité, la raison pour laquelle les gens ont besoin de rêver. [Mais] j'ai de la chance. Je sortirai de cet endroit. Est-ce qu'Israël est devenue le lieu où les rêves meurent?

Demandez-le au peuple palestinien. Demandez-le à la file ininterrompue d'hommes noirs et asiatiques que je vois arriver à Ramle. Demandez-le aux femmes de ma cellule. [Demandez-vous:] Qu'êtes-vous prêts à faire?

Changeons le monde ensemble et réapproprions-nous ce dont nous avons tous besoin en tant qu'êtres humains: la Dignité. Je demande aux Nations Unies que ces femmes, qui n'ont rien fait de mal sinon d'avoir cru en Israël comme gardienne de la Terre Sainte, soient réinstallées dans des maisons paisibles. Je demande au

département d'État des États-Unis d'inclure la situation désespérée des réfugiés certifiés par le HCR et détenus dans le rapport sur Israël lors de son rapport annuel sur les droits humains. Je demande, une fois encore, au président Obama d'aller à Gaza: dépêchez votre envoyé spécial, Georges Mitchell, là-bas pour qu'il rencontre le Hamas en tant que parti élu par les palestiniens.

Je dédicace ce message à celles et à ceux qui se battent pour une Palestine libre, et aux femmes que j'ai rencontrées à Ramle.

Je suis Cynthia McKinney, connue comme prisonnière de Ramle numéro 88794, le 2 juillet 2009.

Cynthia McKinney est une ancienne membre du Congrès américain, candidate présidentielle pour le Parti des Verts et est une avocate acharnée pour les droits humains et la justice. La première femme noire américaine à représenter l'état de Géorgie, McKinney a été élue six fois à la Chambre des Représentants, de 1993 à 2003 et de 2005 à 2007. Elle a été arrêtée et kidnappée puis emmenée de force en Israël alors qu'elle tentait d'apporter de l'aide humanitaire et des matériaux de reconstruction à Gaza, le 30 juin.

Lettre de Cynthia McKinney depuis une prison israélienne :

http://www.lepost.fr/article/2009/07/05/1607940_lettre-de-cynthia-mckinney-depuis-une-prison-israelienne.html

Il faut sauver Cinthya Mc Kinney !

Salut,

Je rappelle que Cinthya McKinney fut la première élue à avoir essayé de dénoncer les magouilles du 11 septembre 2001. C'est depuis cette époque que je me suis intéressé à elle. Il est essentiel que ce qui lui arrive soit dénoncé correctement à la face du monde. Parce que ça m'étonnerait que ce qu'elle a fait au sujet du 11 sept lui ait été pardonné par les maîtres des USA ! Et, connaissant les moeurs israéliennes, elle pourrait très bien disparaître tout simplement : une gêneuse de moins !

N'oubliez pas ce qui est arrivé à Daniel Pearl. Il travaillait pour le *Wall Street Journal*, c'est ce journal qui dénonça trois semaines après le 11 septembre 2001 que les familles Bush et Ben Laden étaient actionnaires toutes deux au même fond d'investissement, le groupe Carlyle, dont le père de George W. Bush est un des personnages les plus importants. L'ensemble des activités du Carlyle Groupe sont liées à l'armement ou à la Défense. Le Carlyle Group est un des plus importants fournisseurs du Pentagone. Quelques temps après que le *Wall Street journal* ait révélé les liens unissant les famille Bush et Ben Laden, le journaliste d'investigation Daniel Pearl, qui travaillait pour le *Wall Street journal*, part enquêter au Pakistan et s'y fait sauvagement assassiner. Par de vrais sauvages : par des Islamistes ! Vous vous rendez compte ?

En fait cela faisait un gêneur de moins, évidemment ! et l'on a pu trouver très facilement sur internet la vidéo de son égorgement : la CIA avait fait le nécessaire pour son assassinat et pour la vidéo. Ce qui a servi à éliminer un gêneur et d'avertissement aux journalistes dignes de ce nom, ce qui a aussi servi de preuve de la sauvagerie desdits islamistes et à augmenter le racisme envers le monde arabo-musulman et donc à justifier la guerre d'Afghanistan.

Sur Daniel Pearl : http://fr.wikipedia.org/wiki/Daniel_Pearl

Sur le Carlyle Groupe : <http://www.mai68.org/ag/504.htm>

Cinthya McKinney et le 11 sept 2001 : http://www.lepost.fr/article/2008/12/06/1348484_usa-la-candidate-du-parti-vert-demande-des-explications-sur-les-attentats-du-11-septembre-2001.html

Il faut sauver Cinthya Mc Kinney !

Bien à vous,

do

<http://mai68.org>

2-2 Chérif BOUDELAL : Pour qui roule Amnesty international ?

Les victimes de Gaza assassinées une seconde fois ... Mais cette fois-ci par les « humanistes »

Dans son rapport, « Amnesty international » fait un amalgame cynique qui fait rougir les crocodiles, mais pas les auteurs de ce torchon, car leur carapace est beaucoup plus « endurcie » que celle des auteurs du « plomb endurci ». Les pratiques barbares, que même des Israéliens qualifient de pratiques nazies, ont montré au monde le vrai visage d'Israël, n'ont pas suffi à ces « enquêteurs » de qualifier de crimes contre l'humanité malgré l'emploi des armes prohibés, les exécutions sommaires de familles entières, les destructions massives de quartiers entiers et l'utilisation des civils comme boucliers humain.

Comme l'a dit, dans une conférence de presse, le porte-parole du gouvernement légitime palestinien, Sami Abou Zouhri, « ce rapport met bourreaux et victimes sur le même pied d'égalité ». Le contenu de ce rapport disqualifie cet organisme de sa mission dont l'objectif ne devrait pas être celui de donner un jugement de valeur, mais de constater les faits et déterminer les crimes pratiqués par l'agresseur et les circonstances qui ont justifié la résistance du peuple attaqué.

Un amalgame honteux

« Amnesty international » accuse la résistance palestinienne d'avoir « installé des positions militaires près d'habitats, mettant ainsi en péril la vie des civils ». Où voulait-elle que les Palestiniens se mettent pour défendre leurs villes, leurs villages, leurs quartiers, leurs maisons et leurs populations ? Elle aurait voulu peut-être que les résistants se soient exposés devant les chars israéliens et les laisser passer sur leurs corps afin de permettre à l'armée israélienne d'occuper tout Gaza ? Par cette affirmation cynique, cette organisation considère

comme légitime l'incursion de l'armée israélienne dans la bande de Gaza, mais comme illégitime la résistance des Palestiniens !

Par ailleurs elle reproche aux Palestiniens d'avoir tiré des « centaines de roquettes contre le territoire israélien, tuant trois civils et provoquant l'exode des centaines de milliers d'habitants du sud d'Israël » !

Trois Israéliens morts contre 1.400 tués côté palestinien et plus de 6.000 blessés, sans compter les milliers de logements et toute l'infrastructure de Gaza détruits n'est pas une preuve suffisante pour cet organisme de déclarer Israël comme le principal agresseur et le responsable de toutes les horreurs commises.

Et pour « équilibrer », cet organisme accuse Israël de ne pas avoir coopéré pour faire l'enquête sur les « dépassements » de ses armées ; et dans le même temps accuse le Hamas, non seulement de ne pas avoir fait l'enquête sur les missiles tirés sur Israël, mais aussi de justifier ses attaques contre les civils, les obligeant à fuir leurs maisons ! Quelle horreur de tuer trois israéliens et faire fuir d'autres de leur paradis conquis ? Encore « un génocide » contre les victimes éternelles de « l'antisémitisme » ?

Pour faire allégeance aux lobby sioniste mondial qui finance une partie de ses fonds, cette organisation doit mettre Palestiniens et Israéliens dos à dos, car il ne peut pas l'innocenter carrément (par pudeur). Et malgré les pratiques les plus barbares du monde moderne commises ses armées contre les populations civiles, elle ne charge pas Israël plus qu'Hamas ! Par ailleurs, elle demande aux différents Etats du monde de ne plus vendre des armes à Israël et aux mouvements de la résistance palestinienne, comme si ces derniers avaient des fournisseurs d'armes parmi ces Etats ! En réalité, la mention de cette vente d'armes sert à justifier les bombardements quotidiens de l'aviation israélienne contre les Palestiniens qui creusent des tunnels aux frontières entre Gaza et l'Égypte. Sachant que c'est le seul moyen pour les Palestiniens d'alléger leur malheur dû à l'embargo imposé aux habitants de Gaza par l'Etat d'Israël et le régime égyptien, avec la complicité de « la communauté internationale ».

Les manœuvres stratégiques bien coordonnées

« Amnesty international » ne fait pas cet amalgame de façon innocente. Ses « enquêteurs » le font délibérément en obéissant à leur direction, qui est infiltrée par les cryptos sionistes au service d'Israël. Dans son rapport, cet organisme fait porter le chapeau à la résistance palestinienne, donc aux victimes, de la manière la plus subtile dont la présentation des arguments pourrait paraître aux naïfs comme équitable ! Le but est de justifier les crimes de cet Etat de l'apartheid pour lui éviter quelque condamnation que ce soit par les instances juridiques internationales.

Cet organisme n'a pas tenu compte du fait qu'Israël occupe les terres des Palestiniens, lesquels résistent aux armées d'occupation ; il n'a pas tenu compte du blocus qu'Israël leur impose pour les affamer, ni des agressions au quotidien qu'ils subissent chez eux de la part des armées israéliennes qui utilisent les moyens militaires les plus sophistiqués. Il n'a pas tenu compte non plus du fait que la loi internationale donne la légitimité à tout peuple occupé de se défendre contre ses occupants.

De son côté, Israël fait semblant de protester contre ce rapport « déséquilibré » dans le but de faire diversion en faisant croire à l'opinion mondiale que ceux qui ont fait ce rapport sont « pro palestiniens ». C'est la diversion adoptée par Israël de concert avec ses défenseurs qui tirent les ficelles au sein de ce genre d'organismes « humanitaires » de façade.

Nous constatons ce genre de manœuvres politiques même dans les activités associatives « pour la paix » que ces organismes encadrent ici et là. Ils interdisent à leurs partenaires certains langages tel le mot « lobby sioniste » en tant que bailleurs de fonds d'Israël, ou le fait de dire que les sionistes agissent de l'intérieur des institutions des sociétés occidentales pour empêcher les gouvernements de sanctionner Israël. « On le sait mais il ne faut pas le dire publiquement, car cela ne peut que compliquer les choses ». Certaines de ces organisations parlent même au nom de la Palestine et des Palestiniens, en se disant « pacifistes ».

Leurs invités, qui sont généralement israéliens ou sionistes déguisés, sont présentés comme « progressistes de gauche » agissant pour la paix, à l'image du criminel Pères (le « travailliste », de surcroît « prix Nobel de la paix ») ! Ces derniers sont en réalité des portes parole d'Israël en Occidents, entretenus et financés par le lobby sioniste mondial pour qui les moyens ne sont pas un problème, mais sponsorisés par les associations de relais ayant un masque de colombe. Lors de leurs prestations on découvre le vrai visage du sionisme derrière ce masque « de gauche », car leur fidélité à l'idéologie sioniste et à « Eretz Israël » les trahit malgré leur prudence. Et si vous les démasquez publiquement, vous êtes taxé d'« antisémites » et inscrits sur la liste de ceux qu'il faut boycotter si vous faites partie d'une association.

Si une enquête sérieuse pouvait se faire sur les activistes de ces associations et organismes, soi-disant défenseurs des droits de l'Homme, on découvrirait que ceux qui ont les pouvoirs de décision en leur sein ont le même but : la protection d'Israël. S'agissant d'Amnesty international, si l'on tient compte juste du registre de Gaza, le fait de mettre sur le même pied d'égalité les bourreaux et leurs victimes est une preuve suffisante pour se rendre compte que cet organisme est noyauté par les israélophiles.

Jusqu'à quand le monde doit-il accepter d'être « roulé dans la farine » par ces hypocrites qui le manipulent au nom de l'humanité ? Jusqu'à quand les peuples occidentaux doivent payer les dégâts que commet Israël. Et jusqu'à quand ces peuples pourront accepter d'être complices des crimes qu'ils n'ont pas commis ?

5 juillet 2009

Chérif BOUDELAL

2-3 Fayyad cherche à mobiliser les Palestiniens.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

A 57 ans, cet ancien économiste de la Banque mondiale n'a personnellement pas de base politique, mais il jouit du soutien des Occidentaux alors que les Palestiniens sont divisés face au Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, qui leur offre une solution bien en deçà de leurs aspirations à un Etat pleinement indépendant.

Le Premier ministre Fayyad affiche sa volonté de mobiliser les Palestiniens pour édifier l'Etat auquel ils aspirent en dépit de l'occupation israélienne.

"Il faut faire bouger les choses", a expliqué Salam Fayyad dans une interview accordée ce week-end à Reuters dans son bureau de Ramallah. "Ce que je propose, c'est une nouvelle manière de procéder. Commençons par créer des faits positifs sur le terrain et à partir de là progressons".

Salam Fayyad note que l'occupation israélienne peut pour le moment rendre impossibles certains gros projets pour les Palestiniens, mais, dit-il, ils doivent entreprendre tout ce qu'ils peuvent là où Israël ne peut s'y opposer afin de faire avancer la vision d'un Etat palestinien.

Le gouvernement Fayyad a enregistré des progrès dans d'importants domaines.

Les finances publiques sont maintenant aux normes internationales, assure-t-il. Il y a aussi eu de gros progrès en matière de sécurité, "ce qui paraissait mission impossible il y a quelques années".

Toutefois, les progrès ont été inégaux et insuffisants.

Les normes judiciaires doivent être relevées et les services de santé, d'éducation, de sécurité sociale et de collecte des impôts doivent être améliorées.

Les Palestiniens doivent "s'adapter à la réalité sur le terrain" et accepter que ne pas pouvoir monter de gros projets en raison de l'occupation israélienne ne signifie pas qu'ils ne peuvent rien faire.

Des piliers du Fatah du président Mahmoud Abbas considèrent Salam Fayyad avec suspicion, même parfois avec ressentiment.

Le Hamas le traite de marionnette des Occidentaux.

Mais il estime que ces considérations ne doivent pas le détourner de sa mission.

Il faut que les Palestiniens oublient leurs divergences politiques et s'unissent pour bâtir leur Etat au cours des deux prochaines années, de sorte que leurs institutions soient aux normes internationales d'ici 2011, prouvant qu'ils sont prêts, quoi qu'en dise alors Israël, dit-il.

"Mon ambition est que lorsque cette tâche sera accomplie, on nous regarde de n'importe où dans le monde, de la Chine au Brésil, en disant : 'Les Palestiniens ont vraiment un Etat'".

Salam Fayyad estime que "contrer le défaitisme" est l'une des meilleures choses qu'il puisse apporter. Il s'agit, dit-il, "d'amener les gens à croire qu'ils peuvent effectivement agir" et ne sont pas "complètement impuissants".

Lorsque Salam Fayyad a présenté cette vision dans un discours prononcé ce mois-ci à l'université Al Qods, en Cisjordanie, certains membres du Fatah lui ont reproché d'être présomptueux et vague.

"Qu'entend-il par délai de deux ans?", ont demandé des commentateurs. Qui est-il pour fixer des objectifs nationaux? Ne tente-t-il pas de court-circuiter l'Organisation de libération de la Palestine et le Fatah?

Un journal a titré "La promesse de Fayyad". Mais, rétorque ce dernier, "il ne s'agit pas de promesse, je ne suis pas en position de promettre quoi que ce soit. C'est un défi que nous nous lançons à nous-mêmes".

"Et qu'est-ce qu'un plan sans échéancier?", poursuit-il. "Ce n'est rien.

Une absence d'échéancier signifie que l'on risque de croire que nous acceptons une 'période intérimaire' illimitée", souligne-t-il en faisant allusion aux étapes envisagées par les accords d'Oslo, au début des années 1990.

"Nous avons déjà dépassé de dix ans la fin de la 'période intérimaire' qui aurait dû se terminer en mai 1999 après Oslo. Je pense que deux ans est un échéancier raisonnable".

(29 juin 2009 – Al-Oufok avec les agences de presse)

2-4 Fayyad annonce la légalisation des colonies juives.

Après avoir rencontré à Washington la secrétaire d'Etat Hillary Clinton, le secrétaire au Trésor Timothy Geithner, et le secrétaire à la Défense Robert Gate, le Premier ministre de facto de l'Autorité palestinienne [1], Salam Fayyad, a participé au forum annuel de l'Institut Aspen [2] dans le Colorado. Le samedi 4 juillet 2009, il a participé à une table ronde avec Madeleine Albright et la sénatrice Dianne Feinstein.

Puis il a été interrogé en public par l'ancien directeur de la CIA James Woolsey, par l'ancien ambassadeur US en Israël Martin Indyk, et par le journaliste du New York Times Tom Friedman.

Au cours de cette rencontre, James Woolsey lui a demandé :

« Si le [futur] Etat palestinien est un Etat de droit, et si des juifs veulent vivre dans un lieu comme Hébron, ou n'importe où dans l'Etat palestinien, pour quelque raison que ce soit ou par attachement historique, pourquoi ne seraient-ils pas traités comme les Arabes israéliens le sont [actuellement en Israel où ils représentent un sixième de la population]. C'est-à-dire qu'ils pourraient être un sixième de la population. Ils pourraient élire de vrais députés dans une authentique Assemblée palestinienne, jouir de la liberté de religion, d'expression, et le plus important, ils pourraient dormir la nuit sans craindre que quelqu'un force leur porte et les tue ».

Salam Fayyad a répondu :

« Je ne vais pas vous contredire. Et je ne suis pas quelqu'un qui dira qu'ils seront ou devraient être traités d'une manière différente que les Arabes en Israël.

En fait, le genre d'Etat que nous voulons avoir, que nous aspirons à avoir, est un Etat qui épousera définitivement les hautes valeurs de tolérance, de co-existence, de respect mutuel et de respect de toutes les cultures et

religions. Aucune discrimination quelle qu'elle soit, sur aucune base quelle qu'elle soit. Les juifs, pour autant qu'ils choisissent de rester et de vivre dans l'État de Palestine jouiront de ces droits et certainement, ils n'en jouiront pas moins que les Arabes israéliens en jouissent maintenant dans l'État d'Israël » [3]

Cette déclaration, longuement applaudie par le public, a soulevé de vives réactions en Palestine. Au-delà des belles phrases, elle implique que les colonies juives seront légalisées. Dès lors, on ne voit plus très bien pourquoi l'administration Obama en demande le gel.

Par ailleurs, si dans une période idéale, les Palestiniens de l'État d'Israël et les juifs de l'État palestiniens doivent avoir les mêmes droits que les autres citoyens, on ne comprends pas pourquoi avoir privé soixante ans durant des millions de Palestiniens de nationalité et vouloir créer aujourd'hui deux États plutôt qu'un État binational comme préconisé jadis par l'ONU. Sauf, bien entendu à ce que toutes ces belles paroles n'engagent que ceux qui y croient.

===

[1] Selon la loi fondamentale palestinienne, le Premier ministre doit être confirmé par l'Assemblée. Cependant, M. Fayyad, qui a été nommé Premier ministre par le président Mahmoud Abbas en juin 2007, ne s'est jamais présenté devant le Parlement.

De son côté, le Hamas a constitué un autre gouvernement à Gaza dirigé par le Premier ministre Isamel Haniyeh. Ce dernier n'a pas non plus été confirmé par l'Assemblée. Non pas qu'il ne l'ait pas souhaité, mais parce que les députés du Hamas ont été enlevés avec l'aide du gouvernement Fayyad et sont retenus en otage en Israël.

[2] Sur l'institut Aspen, lire « L'Institut Aspen élève les requins du business ». Sur le rôle de l'Institut Aspen en Palestine, lire « La "solution à deux États" sera bien celle de l'apartheid », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 2 septembre 2004 et 13 janvier 2008.

[3] Texte original

James Woolsey : « Now, if there is to be the rule of law in a Palestinian state, and if Jews want to live in someplace like Hebron, or anyplace else in a Palestinian state, for whatever reasons or historical attachments, why should they not be treated the same way Israeli Arabs are ? (...) That would be, there could be a sixth of the population consisting of them. They could vote for real representatives in a real Palestinian legislature, freedom of religion, freedom of speech, and most importantly, be able to go to the sleep at night without worrying someone is going to kick down the door and kill them »

Salam Fayyad : « I'm not going to disagree with you. And I'm not someone who will say that they would or should be treated differently than Israeli Arabs are treated in Israel. In fact the kind of state that we want to have, that we aspire to have, is one that would definitely espouse high values of tolerance, co-existence, mutual respect and deference to all cultures, religions. No discrimination whatsoever, on any basis whatsoever. Jews to the extent they choose to stay and live in the state of Palestine will enjoy those rights and certainly will not enjoy any less rights than Israeli Arabs enjoy now in the state of Israel ».

<http://www.voltairenet.org:80/article160917.html>

3_Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Guerre de Gaza.

1 Des soldats accablent Tsahal.

Une association a rassemblé des témoignages sur les exactions.

Mépris pour la vie des civils palestiniens, usage sans restriction de la force, destructions massives et vandalisme : pour la première fois depuis l'opération militaire israélienne à Gaza, en décembre et janvier, une organisation regroupant des soldats israéliens fait écho aux accusations palestiniennes et internationales. Dans un rapport de plus de 100 pages, regroupant les témoignages de 26 soldats, Shovrim Shtika («Rompre le silence») revient en détail sur la conduite de l'armée israélienne lors de l'offensive de près de trois semaines contre le Hamas, qui avait fait plus de 1 300 morts et des milliers de blessés palestiniens.

Des témoignages de soldats faisant état d'exactions contre des civils palestiniens avaient déjà été publiés dans la presse israélienne en mars. Mais leur fiabilité avait été contestée car ils avaient été reconstitués à partir de discussions informelles organisées au sein d'une académie militaire.

Cette fois, Shovrim Shtika, une organisation qui s'était jusque-là attachée à recueillir les témoignages de soldats servant dans les territoires palestiniens, retranscrit de façon systématique des entretiens avec des conscrits et des soldats de réserve, sous couvert de l'anonymat. Des extraits de son rapport sont publiés aujourd'hui dans le quotidien israélien de gauche Haaretz.

Phosphore. Des enquêtes de l'ONU et de différentes organisations de défense des droits de l'homme avaient déjà fait le tour des principaux chefs d'accusation qui pèsent sur Tsahal : utilisation de civils comme boucliers humains, tirs injustifiés contre des civils, usage de bombes au phosphore blanc dans des zones habitées. Tous ces éléments figurent là encore dans les témoignages des soldats. Mais c'est le laxisme des règles d'engagement, voire leur absence, qui est l'élément le plus troublant du rapport. Ainsi le témoignage d'un des soldats : «Si nous détectons quoi que soit qui ne doit pas être là, nous avons ordre de tirer. On nous explique que de toute façon l'armée de l'air a lâché des prospectus pour dire à tous les habitants de partir, et que plus

personne ne doit être là. J'entends des histoires d'autres unités qui tirent sur des gens distants de deux kilomètres. Ils essaient de les tuer. Ce sont de jeunes soldats, qui veulent marquer des points. Comme si c'était cool d'avoir un tel pouvoir sans personne pour vous freiner.»

«**Terroriste**». Un autre soldat explique comment, une nuit, un Palestinien s'est approché de la maison occupée par son unité, dans le quartier de Zeitoun, dans la périphérie de la ville de Gaza. Malgré les demandes répétées de ses soldats, le commandant refuse qu'ils le dissuadent de continuer dans leur direction en tirant. Le civil est abattu. «Plus tard, des soldats ont demandé au commandant pourquoi il ne nous avait pas laissé avertir le Palestinien. A chaque fois il répondait que c'était parce que c'était la nuit et qu'il s'agissait d'un terroriste, même si aucune arme n'avait été retrouvée sur lui. L'impression générale était qu'on était ici pour tuer et que cela ne perturbait personne», relate-t-il.

«Il y a des bavures et des dérapages dans toutes les guerres, mais ce qui nous trouble, c'est de voir que, lors de son opération à Gaza, l'armée israélienne semble avoir changé ses concepts éthiques sans nous le dire. L'utilisation de tactiques de guerre contre les civils palestiniens est injustifiable», commente Yehuda Shaul, directeur de Shovrim Shtika.

Avant même leur publication, l'armée israélienne a remis en question la fiabilité de ces témoignages. Pour Asa Kasher, professeur de philosophie à l'université de Tel-Aviv, auteur du code d'éthique de l'armée, «cette organisation [Shovrim Shtika] se targue de défendre des valeurs morales alors qu'elle a en fait un agenda politique : aller dans le sens des accusations palestiniennes.» Il ajoute : «Quand les soldats disent qu'ils pouvaient tirer à volonté : soit ils ont agi de leur plein gré et c'est condamnable, soit ils n'ont pas refusé les ordres de leur supérieur, ce qui est également condamnable. Les soldats ont l'obligation légale de refuser des ordres illégaux, de tirer sur des innocents. [...] C'est très facile, des mois après les faits, de jeter la pierre à l'armée en prenant les médias à témoin.»

DELPHINE MATTHIEUSSENT :

source : <http://www.liberation.fr/monde/0101579743-guerre-de-gaza-des-soldats-accablent-tساه>

voir aussi la vidéo de France 24:

<http://www.france24.com/fr/20090715-soldats-tساه-israel-territoires-palestinien-conflit-temoignages-gaza-raid>

<http://www.liberation.fr/monde/0101579743-guerre-de-gaza-des-soldats-accablent-tساه?xtor=EPR-450206>

2 Des soldats de l'armée israélienne parlent d'une guerre sans retenue à Gaza.

REPRISE d'ARTICLE

Accusé par Amnesty International, Human Rights Watch et l'Onu d'avoir causé des pertes civiles et des destructions injustifiables en décembre et janvier dans la bande de Gaza, l'Etat d'Israël a toujours rejeté ces mises en cause.

Plusieurs soldats de l'armée israélienne ayant participé à cette opération affirment à présent que leurs chefs militaires les ont incités à tirer d'abord et à se préoccuper ensuite de distinguer les combattants des civils. En conséquence, témoignent-ils, leurs forces se sont ruées dans le territoire enclavé sans retenir leurs tirs.

Selon ces trente soldats, dont les témoignages anonymes ont été recueillis par l'ONG "Breaking the Silence", la priorité de l'armée était de minimiser ses pertes afin de s'assurer du soutien populaire israélien à l'opération.

"Mieux vaut atteindre un innocent qu'hésiter à viser un ennemi" : c'est en ces termes qu'un soldat résume la façon dont il a compris les instructions répétées durant les briefings préliminaires et durant l'intervention, qui a duré 22 jours, du 27 décembre 2008 au 18 janvier 2009.

"Dans le doute, tuez. La puissance de feu était insensée. On arrivait et les explosions étaient hallucinantes. Dès l'instant où on arrivait à nos positions, on commençait à tirer sur tout ce qui était suspect", raconte un autre.

L'objectif annoncé de l'opération "Plomb Durci" était de mettre fin aux tirs de roquettes des activistes islamistes du Hamas vers le sud d'Israël. Selon une ONG palestinienne, le bilan des combats côté palestinien s'établit à 1.417 tués, dont 926 civils. L'armée israélienne parle de 1.166 morts dont 295 civils. Côté israélien, dix soldats et trois civils ont péri. Des rues entières de Gaza ont été rasées pour réduire le risque des tireurs embusqués et des pièges explosifs. Selon les Nations unies, les quelque 600.000 tonnes de gravats commencent à peine à être déblayées, six mois après la fin de l'opération.

L'armée israélienne, qui repose essentiellement sur la conscription, interdit formellement à ses soldats de parler aux médias. Le rapport de 112 pages de "Breaking the Silence" contient le témoignage de trente soldats "ayant servi dans tous les services impliqués dans l'intervention".

"La majorité (...) sont encore en service dans leurs unités et, profondément alarmés par la dégradation morale des Forces de défense israéliennes (FDI), se sont tournés vers nous. (Leurs témoignages) suffisent à mettre en doute la crédibilité de la version officielle de l'armée", peut-on lire dans ce document.

Dans un communiqué, l'armée israélienne rejette ces critiques, qu'elle estime "basées sur des on-dit", mais s'engage à enquêter en cas de plainte formelle pour exactions, tout en assurant que ses soldats ont respecté le droit international durant "des combats complexes et difficiles". A l'exception d'un sergent prénommé Amir, l'ensemble des soldats parlent sous anonymat, et leurs visages sont floutés dans les témoignages filmés. La transcription des propos est disponible sur le site [breakingthesilence](http://breakingthesilence.org)

L'ONG indique disposer de financements de la part d'associations israéliennes de défense des droits de l'homme ainsi que des gouvernements britannique, néerlandais et espagnol et de l'Union européenne.

Plusieurs soldats décrivent une procédure de fouille de maisons où des civils étaient forcés à entrer dans des bâtiments suspects devant les soldats. Ils citent plusieurs cas dans lesquels des civils devaient s'avancer tandis qu'un militaire, derrière lui, reposait son fusil sur son épaule.

Le rapport évoque également l'emploi sans discernement de munitions incendiaires au phosphore blanc dans les rues de Gaza -ce que Tsahal dément-, des "destructions massives ne répondant à aucune menace directe" et des règles d'engagement "permissives".

"On ne nous disait pas de tirer sur tout ce qui bouge. Mais la consigne générale était : si vous vous sentez menacés, tirez. Ils n'arrêtaient pas de nous dire que c'était la guerre et qu'à la guerre, on fait feu à volonté", se souvient un soldat.

Pour priver les combattants du Hamas d'abris, des secteurs entiers, comprenant parfois des jardins et des vergers, ont été rasés par bombardements, tirs d'artillerie, explosifs et bulldozers.

"Nous n'avons pas vu une seule maison intacte (...). Les infrastructures, les chemins, les champs, les routes, tout était en ruines. Les (bulldozers) D-9 avaient tout écrasé", raconte un militaire.

Dans le préambule du rapport, "Breaking the Silence" affirme que l'armée israélienne s'efforce de prouver que si des exactions ont été commises à Gaza, elles étaient le fait de "soldats isolés".

Mais ce témoignage suggère que "le coup violent et sans précédent porté aux infrastructures et aux civils de la bande de Gaza est le résultat direct de la politique des FDI".

ARTICLE ORIGINAL : <http://www.aloufok.net/spip.php?article711>

<http://www.legrandsoir.info/Des-soldats-de-l-armee-israelienne-parlent-d-une-guerre-sans.html>

3 Douglas Hamilton : Guerre sans retenue à Gaza.

Des soldats israéliens ayant participé à la guerre de Gaza ont rapporté avoir eu pour instructions de "tirer d'abord" et de ne se soucier qu'ensuite de savoir si c'était contre des civils, rapporte l'ONG "Breaking the silence" que Tsahal accuse de s'être fondée sur des "racontars". Accusé par Amnesty International, Human Rights Watch et l'Onu d'avoir causé des pertes civiles et des destructions injustifiables en décembre et janvier dans le territoire palestinien, Israël a toujours rejeté ces mises en cause.

Plusieurs soldats de Tsahal ayant participé à cette opération affirment à présent que leurs chefs les ont incités à tirer d'abord et à ne se préoccuper qu'ensuite de distinguer les combattants des civils. En conséquence, témoignent-ils, leurs forces se sont ruées dans le territoire enclavé sans retenir leurs tirs.

Selon ces trente soldats, dont les témoignages anonymes ont été recueillis par "Breaking the Silence", la priorité de l'armée était de minimiser ses pertes afin de s'assurer du soutien populaire israélien à l'opération, contrairement à ce qui s'est passé au Liban à l'été 2006.

"Mieux vaut atteindre un innocent qu'hésiter à viser un ennemi": c'est en ces termes qu'un soldat résume la façon dont il a compris les instructions répétées durant les briefings préliminaires et pendant l'intervention, qui a duré 22 jours.

"Dans le doute, tuez. La puissance de feu était insensée. On arrivait et les explosions étaient hallucinantes. Dès l'instant où on arrivait à nos positions, on commençait à tirer sur tout ce qui était suspect", raconte un autre. Tsahal a, dans un long communiqué, démenti les accusations "mensongères et diffamatoires, mélangeant rumeurs et on-dit".

"La plupart de ces témoignages sont anonymes et manquent de tout détail précis permettant à la Force de défense israélienne (IDF) d'enquêter et de les confirmer ou de les réfuter", dit ce communiqué.

DES SOLDATS TENUS AU MUTISME

L'armée "regrette qu'une nouvelle organisation de défense des droits de l'homme présente à Israël et au monde un rapport fondé sur des témoignages anonymes et généraux", sans avoir eu la "décence minimale" de lui soumettre auparavant aux fins de vérifications.

L'ONG dispose de financements de la part d'associations israéliennes de défense des droits de l'homme ainsi que des gouvernements britannique, néerlandais et espagnol et de l'Union européenne.

A l'exception d'un sergent prénommé Amir, l'ensemble des soldats parlent sous l'assurance de l'anonymat et leurs visages sont floutés dans les témoignages filmés. La transcription des propos est disponible sur le site www.breakingthesilence.org.il.

L'armée israélienne, qui repose essentiellement sur la conscription, interdit formellement à ses soldats de parler aux médias. Le rapport de 112 pages de "Breaking the Silence" contient le témoignage de trente soldats "ayant servi dans tous les services impliqués dans l'intervention".

"La majorité (...) sont encore en service dans leurs unités et, profondément alarmés par la dégradation morale de l'IDF, se sont tournés vers nous. (Leurs témoignages) suffisent à mettre en doute la crédibilité de la version officielle de l'armée", peut-on lire dans ce document.

Selon une ONG palestinienne, le bilan des combats côté palestinien s'est établi à 1.417 tués, dont 926 civils.

Tsahal parle de 1.166 morts dont 295 civils. Côté israélien, dix soldats et trois civils ont péri.

Des rues entières de Gaza ont été rasées pour réduire le risque des tireurs embusqués et des pièges explosifs.

Selon les Nations unies, les quelque 600.000 tonnes de gravats commencent à peine à être déblayées, six mois après la fin de l'opération.

DES "INCIDENTS ISOLÉS"

Dans son communiqué, l'armée rejette ces critiques, mais s'engage à enquêter en cas de plainte formelle pour exactions, tout en assurant que ses militaires ont respecté le droit international.

Le ministre israélien de la Défense, le travailliste Ehud Barak, a estimé pour sa part que l'IDF était "la plus morale des armées du monde" et qu'elle se comportait "conformément aux plus hautes normes éthiques".

Le long communiqué de Tsahal reconnaît toutefois "des cas isolés où du tort non intentionnel a été causé à des non-combattants à la suite d'erreurs opérationnelles", que l'armée affirme inévitables dans "des combats complexes et difficiles".

Plusieurs soldats décrivent une procédure de fouille de maisons où des civils étaient forcés à entrer dans des bâtiments suspects devant les soldats. Ils citent plusieurs cas dans lesquels des civils devaient s'avancer tandis qu'un militaire, derrière lui, reposait son fusil sur son épaule.

"Nous n'avons jamais utilisé aucun civil comme bouclier humain", a rétorqué à Radio Israël un porte-parole de Tsahal, le colonel Avi Peled. Il assure que les témoignages sur ce point ne sont que des choses dont les soldats ont entendu parler.

Le rapport évoque également l'emploi sans discernement de munitions incendiaires au phosphore blanc dans les rues de Gaza - ce que Tsahal dément -, des "destructions massives ne répondant à aucune menace directe" et des règles d'engagement "permissives".

"On ne nous disait pas de tirer sur tout ce qui bouge. Mais la consigne générale était : si vous vous sentez menacés, tirez. Ils n'arrêtaient pas de nous dire que c'était la guerre et que, à la guerre, on fait feu à volonté", se souvient un soldat.

Reuters

15-07

http://fr.news.yahoo.com/4/20090715/twl-po-gaza-38cfb6d_2.html

4 Des soldats israéliens racontent les crimes de guerre de Tsahal à Gaza..

Extrait

Violences à l'encontre des civils, destructions massives, usage de bombes au phosphore blanc dans des zones habitées...

Dans un rapport de 100 pages, l'association israélienne « Breaking the Silence » publie trente témoignages, anonymes, de soldats ayant participé à l'opération plomb durci contre Gaza cet hiver. Bombardement aérien, usage de mortier et tirs préventifs systématiques, ces témoignages décrivent le quotidien de l'action de Tsahal, qui interdit à ses soldats de s'exprimer sur la nature des opérations menées : « Au matin du troisième jour de l'offensive, raconte un soldat, il y avait une maison à environ 300 mètres de nos lignes (...).

Nous avons détecté quatre hommes, âgés de 25 à 40 ans, portant des keffieh, qui se tenaient debout à l'extérieur et discutaient. C'était suspect.

Nous avons fait un rapport aux services des renseignements. (...) La maison a été bombardée tandis que ces types étaient à l'intérieur. Une femme en est sortie en tenant un enfant dans ses bras, et s'est échappée vers le sud.(...) Aucun de ces hommes n'était armé, comme le précisait notre rapport. »

15-07

La Rédaction de Mediapart

http://fr.news.yahoo.com/70/20090715/twl-des-soldats-israliens-racontent-les-3d40b91_2.html

5 Michele Giorgio : Gaza : « Vous devez tirer, pas de pitié pour les civils »

Cinquante quatre témoignages qui expliquent, sans équivoque, que l'opération « Plomb durci » fut conçue et réalisée avec des règles d'engagement qui ne faisaient aucune différence entre combattants et civils palestiniens, entre immeubles habités par des innocents et bureaux et installations du Hamas (*est-ce à dire que le Hamas serait, a priori, « coupable » ? NdT*) Une opération préparée depuis longtemps, qui devait infliger un coup très dur, tel qu'il puisse provoquer un choc à toute la population de Gaza. C'est ce qui émerge du rapport que l'association israélienne « Breaking the silence » présentera aujourd'hui au cours d'une conférence de presse. Des soldats, parmi lesquels une grande partie de conscrits, et nombre d'entre eux encore engagés sur les territoires palestiniens occupés, ont répondu aux questions des chercheurs de « Breaking the silence », en demandant l'anonymat, sur les instructions reçues avant et pendant les journées sanglantes de l'offensive contre la Bande de Gaza : opération conduite entre le 27 décembre 2008 et le 18 janvier 2009, qui a tué 1.417 palestiniens (13 morts israéliens), blessé plus de 5.000 autres et endommagé ou détruit plusieurs milliers d'édifices.

« Témoignage après témoignage – a indiqué l'avocat des droits de l'homme Michael Sfard, conseiller de « Breaking the silence » - émergent les méthodes de l'opération à laquelle ont participé les soldats de l'armée israélienne : mettre sur le même plan combattants (*résistants, les habitants de Gaza n'ont déclaré aucune guerre à l'agresseur, NdT*) et civils ; bombarder aussi des zones densément peuplées de femmes, enfants et vieillards ; utilisation impropre d'armes, destructions systématiques sans aucune motivation. L'attaque contre Gaza a été conduite avec l'idée qu'on (Israël) n'aurait pas du subir de pertes, avec l'ordre de tirer contre quiconque, sans considérations pour les civils ».

Un exemple de cette guerre sans scrupules vient du témoignage n°10, fait par un réserviste. « Notre commandant de brigade nous a dit que nous allions à une vraie guerre, sans considérer les civils, et de tirer sur n'importe qui. Je ne vous rapporte pas ses paroles exactes mais leur signification concrète... L'objectif était de porter à terme

une opération avec un minimum de pertes, sans se poser de questions sur les coûts que l'autre camp aurait payés... Un soir le commandant nous a dit : pensez seulement à tirer ».

Un autre militaire fait référence à l'utilisation d'armes au phosphore blanc, arme interdite par les lois internationales dans les zones peuplées de civils. « Une fois, nous avons trouvé des restes du phosphore blanc dans une zone de 200-300 mètres carrés – raconte le témoin ; pendant le service militaire, on nous avait expliqué que son utilisation n'était pas autorisée et au contraire, il a été utilisé (à Gaza) ».

Un autre encore, à propos des règles d'engagement, se souvenait qu'un soir, un Palestinien s'était approché d'un immeuble occupé par son unité : « nous l'avons vu avancer avec une torche, nous avons demandé l'autorisation de tirer des coups d'avertissement (pour l'obliger à faire marche arrière, NDR) mais au commandement on nous a dit non. Puis quand l'homme est arrivé à 20 mètres, on lui a tiré dessus. Ce n'était qu'un vieillard, il est resté sur le terrain deux jours, puis, on l'a emmené (mort) ».

Un autre militaire se souvient que le commandant du bataillon a expliqué « en plaisantant » à ses hommes que pour s'adresser aux Palestiniens ils allaient avoir à leur disposition un « lance-grenade et une mitrailleuse qui parlent arabe ».

En ce qui concerne la destruction de maisons sans motifs précis, un témoin raconte que son commandant affirma que « tout ce qu'on détruit peut être reconstruit, à la différence de la vie d'un soldat. Si vous voyez quelque chose de suspect, tirez sans hésiter, il vaut mieux toucher un innocent que ne pas tirer contre un ennemi ».

A Beit Lahiya le témoin n°23 note que certains soldats avaient mis des excréments dans les tiroirs de la chambre à coucher d'une habitation palestinienne. Dans une crèche, il y avait des autocollants sur les murs avec Mickey et Minnie, et quelqu'un (un soldat) a dessiné un phallus sur l'image de Minnie ».

Un autre : « nous avons démoli énormément de maisons, certains d'entre nous ont passé tout leur temps à démolir des maisons ». « Si une habitation était suspectée d'abriter un tunnel souterrain –ajoute le témoin n°27- elle était alors visée avec des munitions au phosphore blanc parce qu'il aurait servi de détonateur pour des explosifs cachés ». Le témoin n°29 se souvient que « la terre tremblait constamment des coups incessants de l'artillerie (sur les centres habités, NdR) ».

« La loi internationale est claire, dit l'avocat Sfard : le principe fondamental est de faire une différence entre population civile et combattants ; violer ce principe est un acte immoral mais surtout c'est un crime de guerre ». « *Breaking the silence* » recueille depuis cinq ans des témoignages de soldats israéliens mais, précise son directeur Yehuda Shaul, « ce qui a été rapporté sur Plomb durci nous ne l'avons jamais enregistré auparavant. Il est évident que, dans cette opération, des lignes rouges ont été franchies, qui ne l'avaient jamais été dans le passé ».

15 juillet de il manifesto

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

<http://www.ilmanifesto.it/il-manifesto/in-edicola/numero/20090715/pagina/09/pezzo/255007/>

<http://www.ism-france.org/news/>

3-2 Rapport : Les traîtres et les forces d'occupation unifient leurs efforts pour déstabiliser Gaza.

CPI

Les forces israéliennes d'occupation usent des traîtres, malheureusement palestiniens, pour déstabiliser la bande de Gaza.

Ni ces forces ni leurs traîtres ne peuvent accepter de voir la Bande aussi stable après la solution militaire que le mouvement du Hamas s'est trouvé obligé de pratiquer au milieu de l'année 2006. Il s'est trouvé obligé de mettre la main sur les traîtres et tous ceux qui tendent la main aux occupants israéliens.

Et puis les habitants de la bande de Gaza se montrent bien résistants face à cet affreux blocus. Ainsi, les buts inhumains des occupants tombent à l'eau. Ils cherchent à perturber leur calme, résultat de leur résistance. Cette fois, ils mettront le paquet, des dollars sans compter, afin d'acheter des traîtres prêts à commettre des crimes contre leur peuple, le peuple de la bande de Gaza, contre ses personnalités, contre ses leaders.

Actuellement, travailler pour l'ennemi devient un commerce rentable. Malheureusement, il y a des Palestiniens, comme partout ailleurs, qui sont prêts à se vendre aux ennemis de la patrie, contre la légitimité, contre le parlement, contre le calme de Gaza.

Haniyeh lève le voile

Ismaël Haniyeh, premier ministre palestinien, a affirmé que les services de sécurité intérieure avaient pu démanteler plusieurs cellules qui travaillent pour le compte aussi bien de l'autorité palestinienne de Ramallah que de l'Entité sioniste. On a démantelé quelques groupes qui projettent de semer, dans la bande de Gaza, des problèmes et de tuer plusieurs responsables du Hamas et du gouvernement palestinien de la Bande.

Dans des déclarations données à la presse, le lundi 6 juillet 2009, Haniyeh confirme que ces cellules travaillent d'une façon systématique pour envenimer la sécurité de la bande de Gaza. Haniyeh parlait dans une célébration religieuse organisée par la mosquée Ar-Ridouan.

Le ministère de l'intérieur

Pour sa part, Iyhab Al-Ghossin, porte-parole du ministère de l'intérieur palestinien de la bande de Gaza, a dit, le 7 juillet, que ces groupes ont été démantelés, totalement.

Malheureusement, certains de leurs membres ont fui la Bande vers la Cisjordanie.

Il explique qu'il y a eu deux sortes de groupes. Un groupe s'est donné pour mission de recueillir des informations concernant les résistants, les membres du gouvernement, leurs maisons, leurs positions. Ils avaient détaillé toutes ces informations sur des cartes complexes et sophistiquées. Tout cela est destiné à mettre à jour la banque de données israélienne, utile pour une nouvelle guerre.

Les autres groupes voulaient créer des cellules armées secrètes. Leur but était de mettre l'anarchie dans la Bande. Heureusement, les groupes ont été démantelés et leurs chefs ont été arrêtés.

Al-Ghossin confirme que les services de sécurité ne permettent plus à l'anarchie de revenir à Gaza.

Le parlement palestinien

De son côté, l'ingénieur Ismaël Al-Achqar, président du comité de l'intérieur du Conseil Législatif Palestinien, a appelé à juger les accusés pour punir les coupables et pour qu'ils soient des exemples pour tous ceux qui veulent du mal à leur patrie.

Dans des déclarations faites le mardi 7 juillet, il salue les efforts des services de sécurité qui mettent en échec tous les agendas sionistes et américains visant le peuple palestinien, prenant le calme pour cible. Ces agissements, dit-il, voient le jour chaque fois que des efforts destinés à l'union du peuple voient le jour.

La colère du peuple

La coopération entre les traîtres et les occupants israéliens a suscité une grande colère chez les citoyens palestiniens de la bande de Gaza. Ahmed Miqdad, à titre d'exemple, demande de les punir sévèrement ; ils sont un cancer qui doit être éliminé.

Le voile doit être levé des personnes qui sont derrière ces agissements, à l'exemple d'Al-Tayyeb Abdo Al-Rahman. Les Egyptiens doivent les connaître.

Le cabinet d'Ismaël Haniyeh, premier ministre palestinien, a montré sa compétence dans le domaine de la sécurité. Toutes les tentatives visant à l'envenimer ne connaîtront que l'échec.

CPI

10/07/2009 -]

<http://www.palestine->

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7ioGs34CoB4%2fOjHHX8Qr7bLBSJ0YEvNI8xzUYfcy4Xd07EqcdUDpL05ySbj6jdouKmyRx9%2fQdopSmiGYMkSbPIHmEjuD6pNhXxfb1Y9xnUQ%3d](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7ioGs34CoB4%2fOjHHX8Qr7bLBSJ0YEvNI8xzUYfcy4Xd07EqcdUDpL05ySbj6jdouKmyRx9%2fQdopSmiGYMkSbPIHmEjuD6pNhXxfb1Y9xnUQ%3d)

3-3 La longue attente des Palestiniens qui travaillent en Israël.

Reportage Chaque matin, c'est le même rituel. Des centaines de travailleurs palestiniens se pressent au checkpoint de Makkabim en Cisjordanie pour passer en Israël, de l'autre côté du mur de séparation.

« Je suis arrivé à 03h00, et j'espère passer à 06h00 », déclare Abou Ibrahim. « Tous les matins, on arrive très tôt et on attend des heures que les soldats israéliens ouvrent le checkpoint », ajoute ce Palestinien de 60 ans. Ils sont des centaines à s'entasser ainsi dans la nuit, quel que soit le temps, entre les murs en béton et les grillages du poste de contrôle. Le checkpoint de Makkabim est le point de passage obligé pour les travailleurs de la région de Ramallah depuis l'érection à partir de 2002 de la « clôture antiterroriste » par Israël pour empêcher des infiltrations de Cisjordanie. Cette barrière de sécurité, qualifiée de « mur de l'apartheid » par les Palestiniens et qui doit s'étendre à terme sur plus de 700 km, a été jugée illégale il y a cinq ans par la Cour internationale de justice (CIJ), le principal organe judiciaire de l'ONU, qui en réclame le démantèlement. Selon l'ONU, elle « fait partie d'un régime général de fermeture (...) qui affecte les mouvements des Palestiniens, restreint leur espace, et ajoute à la fragmentation de la Cisjordanie ».

Dans l'attente de l'ouverture du poste de contrôle, certains travailleurs font leur prière du matin à même le sol, d'autres dorment sous des cartons ou fument des cigarettes. Les femmes, en habit de paysannes et foulard, regrettent de ne pas être séparées des hommes. La plupart travaillent dans le bâtiment, certains dans l'agriculture, d'autres sur des marchés. Une fois en Israël, ils doivent encore payer le voyage, quelques dizaines de shekels, jusqu'à leur lieu de travail, dans les camionnettes de leurs employeurs.

C'est le Shin Beth, le service de sécurité intérieure, qui donne le feu vert pour les permis de travail. Ces permis, valables le plus souvent de 05h00 à 19h00, ne sont accordés généralement qu'à ceux qui sont âgés de plus de 30 ans, mariés avec enfants. Ils ont aussi bénéficié du « parrainage » de leur employeur en Israël.

Sur le mur, une pancarte en hébreu et arabe leur souhaite la bienvenue au checkpoint, une autre rappelle que les Palestiniens doivent revenir par le même chemin sous peine de perdre leur permis. Aux contrôles de sécurité des soldats s'ajoutent parfois les brimades. « Ils nous insultent ou nous crient dessus », se plaint Hamoud, 46 ans. « Avant, je passais en fraude », raconte-t-il. À chaque passage, les « mouharib » (travailleurs sans papiers) paient 3 000 shekels à des passeurs. «

C'était beaucoup plus facile avant, le mur a tout changé, en pire », assure Abou Ibrahim, maçon depuis 1967 en Israël, qui gagne de 3 à 4 000 shekels par mois (550 à 730 euros). « Je travaille à Shoham, à quelques kilomètres d'ici. Avant le mur, je quittais la maison à 06h30 pour être au travail à 07h00. Aujourd'hui, je dois me lever à 02h00. »

Âgé de 19 ans, Mounadhel ne peut obtenir de permis de travail. Dissimulé dans la pénombre, il espère passer sous le nez des soldats, pour aller gagner entre 1 500 et 2 000 shekels (275 à 365 euros) par mois en Israël. « J'ai essayé ce matin, mais ils m'ont arrêté et renvoyé.

J'attends la relève pour tenter ma chance une nouvelle fois. En tout, j'ai été arrêté une quinzaine de fois », raconte-t-il. « Ils vous détiennent quelques heures et vous reconduisent. »

Ce jour-là, il a eu de la chance : profitant de la confusion née d'un incident entre les soldats et les travailleurs

palestiniens, il est passé sans être vu.

9 juillet

http://www.lorientlejour.com/article/624419/La_longue_attente_des_Palestiniens_qui_travaillent_en_Isral.html

3-4 Réfugiés palestiniens et Droit inaliénable au Retour.

« Je m'adresse à notre sœur palestinienne et je dis : ô sœur palestinienne, mère de martyr, mère de captif, mère d'orphelin, mère de résistant, si tu as mis ton premier enfant sur une terre étrangère, je suis sûr que le deuxième, tu le mettras au monde sur la terre de Palestine », Cheikh Raïd Salah, Conférence des Palestiniens d'Europe, le 2 mai 2009.

> Les réfugiés palestiniens comme réalité humaine et historique sont, par le seul fait d'exister, la preuve irréfragable que les drames de la Nakba et de l'expulsion de tout un peuple de sa terre natale ont bien eu lieu. Poser la question des réfugiés palestiniens c'est redonner à l'Histoire objective sa place entière, c'est à la fois démentir les discours négationnistes mais aussi réhabiliter un vécu, rappeler un traumatisme et démontrer le colonialisme inhérent à l'entité sioniste déclarée en 1948.

> Les réfugiés palestiniens - avant d'être « un problème » à liquider dans les « négociations », « processus de paix » et autres tentatives de submersion des droits élémentaires des Palestiniens - sont garants, avant tout, de la continuité de l'identité palestinienne par delà des frontières de la Palestine historique. Ils sont les garants de la langue, de la culture et de la dimension multiconfessionnelle de tout un peuple. La nécessité d'évoquer les réfugiés palestiniens est d'autant plus impérieuse que le discours dominant, sioniste et occidental, tente de faire oublier cette réalité pour sauvegarder les intérêts colonialistes. Mais depuis 61 ans cette tentative continue d'échouer dans les consciences palestiniennes, tout simplement parce qu'à partir du moment où il y a un déracinement forcé il y a inmanquablement une volonté de « Retour ». Et c'est ce droit au Retour qui constitue aujourd'hui la substance de la Cause palestinienne.

Nous allons dans un premier temps rappeler rapidement l'Expulsion progressive du peuple palestinien de sa Terre depuis 47 (I), puis exposer la façon dont la « question » des réfugiés a été traitée par les sionistes dans les différents accords et « processus de paix » (II) Enfin, nous décrirons ce que revêt aujourd'hui la revendication du « droit au retour » en particulier à l'aune des récents massacres de Ghaza et nous montrerons comment elle est portée, aujourd'hui, par le Mouvement de Soutien en France.(III)

> 1. « Israël » ou l'artefact colonial bâti sur une idéologie de « transfert »

On peut dire que l'idéologie de transfert des populations palestiniennes s'illustre avec les préconisations de la « commission » Britannique Peel créée en 1937 et chargée de trouver, entre autres, des mesures de « pacification » à la grande révolte palestinienne de 1936 (1). Ben Gourion (2) comprend alors qu'un Etat juif serait impossible sans que la population palestinienne ne soit expulsée. Les sionistes fomentent donc un plan de nettoyage ethnique détaillé pour procéder à cette expulsion et mettent au point le « Plan Daleth »(3). Les commandants de la Hagannah, milice sioniste, se chargent de le mettre en œuvre. Les expulsions eurent lieu dès le mois de décembre 1947 – juste après le partage de la Palestine le 29 novembre 1947. La stratégie de la Hagannah était celle de la « défense agressive » : pour chaque attaque arabe il faut une réponse décisive par la destruction des lieux ou par l'expulsion des habitants en prenant leur place.

> Dès le partage, la Haganah débute ses exactions (villages arabes détruits et brûlés puis occupation). Les massacres et exécutions sommaires n'étaient pas en reste : le massacre le plus connu demeure celui de Deir Yassin le 09 avril 1948. Menachem Begin, qui allait plus tard devenir Premier Ministre du Likoud, était en 1948, le chef de la milice de l'Irgoun et a mené ses membres dans le village palestinien de Deir Yassine où ils ont massacré plus de 100 habitants, dont des femmes et des enfants. La première expulsion massive se situe entre la date du partage de la Palestine et la proclamation de l'entité sioniste par Ben Gourion le 14 mai 1948. Une deuxième vague d'expulsion va intervenir après le 14 mai 1948. Puis interviendront diverses petites vagues d'expulsions jusqu'en 1951. Au total on peut constater le déracinement de plus de 900 000 habitants de Palestine. S'ajoutent à ces expulsions, des massacres ainsi que des destructions de quartiers entiers de villes, de villages et de hameaux. Se sont au total 531 villes et 300 hameaux qui seront totalement détruits, et la grande majorité d'entre eux avant le 14 mai 1948. La destruction des villages et la construction de colonies à leur place ou à côté ont été réalisées afin d'empêcher tout retour définitif des expulsés sur leur terre.

> Le fait que la grande majorité l'ait été avant le 14 mai 1948 est révélateur que sans cette expulsion massive, jamais l'entité sioniste n'aurait vue le jour. La deuxième grande phase de l'expulsion commence le 5 juin 1967 avec la guerre qui donnera l'occasion aux sionistes d'occuper la Cisjordanie, la Bande de Gaza, le Sinaï en Egypte, le Golan en Syrie. Par le contrôle de ces territoires, un autre aspect du sionisme va se développer avec la politique du « fait accompli » qui permettra de mettre en place une colonisation progressive. C'est ainsi que de Cisjordanie 300 000 Palestiniens seront à leur tour transformés en réfugiés et iront pour la plupart sur d'autres territoires de la Palestine. Depuis 1948, cette politique de grignotage et de colonisation des terres palestiniennes se poursuit inexorablement.

Chaque semaine des procédures d'appels d'offre pour la construction de logements dans les territoires palestiniens non occupés sont lancés et des Palestiniens sont expulsés de leurs demeures notamment récemment des quartiers anciens d'Al Quods. L'idéologie du transfert en tant que politique raciste sioniste n'est pas enterrée, Sharon en 2001 a même proclamé que « les Palestiniens avaient déjà un pays : la Jordanie » et qu'il conviendrait de tous les y transférer. Et on ne peut rien espérer de meilleur avec l'actuelle élite politique sioniste. Les réfugiés palestiniens sont aujourd'hui les plus anciens parmi les réfugiés de l'histoire politique

contemporaine et les plus nombreux proportionnellement à la part totale des réfugiés dans le monde. Ils sont au nombre actuellement de 6.5 millions sur une population totale de 10 millions. C'est en cela que le droit au retour est incompatible avec le sionisme et l'existence de l'entité sioniste. L'un se réalisera par la destruction de l'autre.

> 2. Le « problème » des réfugiés palestiniens dans les différentes « politiques de règlement »

Nous l'avons dit la question des réfugiés palestiniens a toujours constitué la substance de la Cause Palestinienne. C'est parce qu'elle revêt ce caractère qu'elle a été traitée « avec des pincettes » par les uns et les autres dans les différentes phases de la guerre sioniste en Palestine. Le droit au retour des réfugiés palestiniens est reconnu par diverses dispositions du droit international, la résolution 194 des Nations Unies, adoptée le 11 décembre 1948, affirme notamment « qu'il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible... ». Mais c'est en tant « qu'élément de négociation » qu'il est intéressant de voir la question des réfugiés.

> En effet les sionistes ont concentré leurs efforts à faire miroiter aux Palestiniens et à chaque étape du conflit, l'éventualité de résoudre la question des frontières et donc la création d'un Etat palestinien indépendant mais sans jamais intégrer la question du Retour dans un « plan de règlement ». Les accords d'Oslo illustrent parfaitement cette démarche, la question du retour des réfugiés étant différé à des « négociations finales » c'est-à-dire des négociations hypothétique car complètement absorbée par les autres questions : Jérusalem et les frontières.

> C'est ainsi que les sionistes ont noyé systématiquement la question du Retour et son application car c'est en vérité le nerf de la guerre. Lors du dernier processus de paix d'Annapolis à l'initiative de Bush en 2007, le sujet était introduit dans le projet sous l'expression d' « une solution juste pour les réfugiés ». Or non seulement le processus a été avorté sans surprise, mais en plus la notion de « justice » chez les sionistes est difficilement compréhensible quand la solution proposée ne peut être qu'inacceptable pour la diaspora palestinienne.

> On peut citer Ramadan Shallah Dirigeant du Jihad Islamique lorsqu'il décrit en ces termes la « solution juste » : « Concernant les réfugiés, pour eux, il n'y a pas de Retour. Il y a un mensonge grossier officiel, arabe et palestinien. Cent mille Palestiniens seront autorisés à retourner, dans un laps de plusieurs années, Israël définira leur âge, leur appartenance, leur poids, leur hauteur, ce qu'ils doivent manger et ce qu'ils doivent boire. Ils ont dédouané Israël de la question des réfugiés, qui ne se sentira plus obligé, moralement, de considérer ce qui se passe hors des frontières de ce qui s'appelle Israël. »

> Le nouveau gouvernement sioniste ne change pas de politique, et pour cause, Netanyahu dans sa récente allocution de ce même mois a clairement exclu l'éventualité du Retour pour les Palestiniens mais a introduit la possibilité d'un Etat palestinien démilitarisé. La stratégie décrite précédemment reste inchangée, mettre l'accent et négocier sur les problèmes frontaliers c'est faire l'impasse sur la question des réfugiés et du Retour. Dans son discours au monde musulman Obama a souligné son « attachement » à voir la création d'un Etat palestinien mais il a également refusé d'envisager le Retour. S'adressant aux réfugiés palestiniens il les a clairement encouragés à prendre la voie de la résignation.

> Aujourd'hui on veut vider la question des réfugiés et plus généralement la question palestinienne de sa substance politique et la transformer en « problème humanitaire ». On parle de leurs conditions de vie dans les camps, des tensions avec la population et les institutions des pays d'accueil. Mais on élude la question du Retour comme facteur politique de résistance dans ces mêmes camps et dans les consciences de ces mêmes réfugiés.

> 3. Le Retour : fin d'une Utopie, début d'une culture de la Victoire

Malgré toutes les manœuvres sionistes, et dès l'instant où les réfugiés ont été dépossédés, la volonté du retour s'est faite irrépressible dans l'esprit de chacun d'entre eux. Ils ont refusé d'être niés dans leur histoire, ont cultivé le sentiment de colère et en ont fait une dynamique collective pour atteindre l'objectif final. Le rapport d'une commission d'enquête parlementaire britannique publié au terme d'une visite des camps de réfugiés de Syrie, du Liban, de Jordanie, de Cisjordanie et de Gaza (septembre 2000) rapporte : « Partout où nous sommes passés, les réfugiés affirment que le droit au retour s'applique à tous les réfugiés, quelle que soit leur situation matérielle ou financière actuelle et où qu'ils demeurent aujourd'hui »

> En effet, cette volonté de retour chez les Palestiniens a cette particularité unique de se transmettre de génération en génération sans perdre de sa vigueur, bien au contraire..

> Les descendants des réfugiés palestiniens nés au Liban en Syrie ou encore en Jordanie, parlent de rentrer « chez eux » alors même qu'ils n'ont pour la plupart d'entre eux jamais foulé la Terre de Palestine. Les réfugiés de «67 » quant à eux gardent précieusement les clés de leurs demeures. Les accords d'Oslo ont porté un coup certain à cette conscience collective chez les réfugiés. Tout a été mené pour pousser les réfugiés à s'implanter durablement sur leur terre d'accueil, pour saper toute volonté de retour, toute perception d'une situation qui serait « temporaire ».

> Mais le fait de voir le but se transformer de plus en plus en utopie n'a pas pour autant eu pour conséquence de l'annihiler. Les récents massacres de Ghaza de Décembre 2008-Janvier 2009 ont clairement changé la donne. On est passé de l'Utopie et à une nette culture de la Résistance puis de la Victoire menant au Retour. La mobilisation des réfugiés dans les camps du Liban et de Jordanie en solidarité avec leurs frères pendant les bombardements a été exceptionnelle. Le Peuple palestinien ne faisait plus qu'Un, sa conscience et sa volonté sont indivisible. Les sionistes ayant échoué dans leur volonté d'annihiler l'esprit de Résistance, les Palestiniens sont ressorti victorieux des événements et ceci n'a fait que raviver la flamme chez tous les Palestiniens, ceux des territoires de 48 tout comme ceux de l'extérieur. Le Retour est à nouveau perçu comme un fait inéluctable, avec une réalisation du but dans un avenir qui semble de plus en plus proche.

> Comme un écho à cette nouvelle dynamique sur le terrain le mouvement de soutien en France s'achemine de plus en plus vers la défense de ce droit inaliénable et imprescriptible alors que les plateformes et mouvements

étaient jusqu'alors minoritaires à se prononcer clairement en faveur du retour intégral. Les revendications militantes dans le mouvement de Solidarité étaient réticentes à ce sujet car il porte en lui même tout le positionnement sur le conflit. Les intérêts de uns et des autres qui dépassaient le plus souvent le cadre national et qui étaient en lien direct avec les partisans de la « liquidation » n'ont fait que favoriser l'abandon du Retour. C'est ainsi que beaucoup reprenait le mot d'ordre d'une « solution juste pour les réfugiés » ou encore revendiquaient un Etat dans les « frontières de 67 » excluant par là même toute éventualité d'un droit au retour intégral. Ghaza a là aussi changé la donne, et a permis de décomplexer beaucoup de monde.

> Même s'il n'est jamais trop tard, ce positionnement tardif est à déplorer car la question du Retour doit être portée sans ambiguïté et avec fermeté par tout mouvement qui se dit de « soutien ». Par ailleurs, certaines organisations persistent à évacuer la question des réfugiés ou ne l'abordent que sous l'angle humanitaire ou social. Au Mouvement de Soutien à la Résistance du Peuple Palestinien nous revendiquons clairement le droit au retour intégral des Réfugiés en Palestine et dans leurs demeures ainsi que le démantèlement de l'entité coloniale raciste « d'Israël ».

> En coordination avec les militants de la Cause en Palestine et dans les Camps nous ne voyons d'autre issue pour les Palestiniens que celle de la reconquête de leurs droits inaliénables pour une réhabilitation complète d'un peuple dans son entièreté et dans sa dignité.

(1) Grande Révolte arabe de 1936-1939 : rébellion des Arabes palestiniens pour la création d'un État indépendant en Palestine mandataire et contre l'autorité mandataire britannique qui avait par ailleurs promis aux sionistes l'instauration d'un Foyer National Juif dans la Déclaration de Balfour.

> (2) David Ben Gourion : homme politique et militant sioniste. Premier ministre « d'Israël » de 1948 à 1953. (3) Plan Daleth : Plan établi par la Haganah en mars 1948. Il vise à spolier les arabes palestiniens de leurs terres.

28 juin 2009,
Houria TAÏK

3-5 A Jérusalem, des Palestiniens s'installent dans les colonies juives.

Attirés par des prix abordables, des dizaines de familles palestiniennes s'installent dans les quartiers nouveaux que sont les colonies de peuplement juives

Qu'importe les drapeaux israéliens aux fenêtres des appartements voisins, la synagogue toute proche et les devantures en hébreu. Pour Aya Yassin la Palestinienne, l'implantation juive de Neve Yaacov, « c'est aussi ma terre ». Depuis quatre ans, cette jeune femme de 26 ans, habillée à l'occidentale, habite avec son mari et ses deux enfants un appartement coquet dans ce quartier juif de Jérusalem-Est, bâti sur les terres du village arabe de Beit Hanina.

L'implantation est considérée comme illégale au regard du droit international. Progressivement étendue sur les terres conquises en 1967 autour de Jérusalem puis annexées par l'État hébreu, Neve Yaacov, banlieue dortoir tentaculaire, abrite désormais plusieurs dizaines de milliers d'Israéliens et quelques dizaines de familles palestiniennes.

« C'est d'abord un choix financier, confie Aya. Nous avons cherché dans un quartier arabe, mais les logements sont hors de prix. Ici, les loyers sont abordables et nous ne sommes qu'à quelques minutes de chez mes parents. »

La barrière est le plus souvent sociale

Pour conserver une large majorité juive dans la Ville sainte, la municipalité accorde les permis de construire au compte-gouttes dans la Jérusalem arabe : 400 en 2008, alors que le bureau israélien des statistiques estime à 1 500 par an le nombre de nouveaux logements nécessaires pour accommoder la vigoureuse croissance démographique palestinienne. Par conséquent, de plus en plus de familles arabes lorgnent sur ces quartiers de colonisation aux logements spacieux et abordables, construits pour attirer les jeunes couples israéliens.

La plupart des Palestiniens de Jérusalem ne savent même pas qu'ils ont le droit de vivre ici, alors qu'aucune loi ne l'empêche. La barrière est le plus souvent sociale. Pas question pour Aya d'envoyer ses enfants dans une école juive. En dépit d'un hébreu parfait, les relations avec ses voisins sont distantes, voire tendues. « Nous n'avons rien en commun. C'est bonjour-bonsoir et c'est tout », lâche la jeune mère de famille, qui dit apprécier le ramassage régulier des ordures, la présence d'un jardin d'enfants et d'une piscine olympique. « Dans les quartiers arabes, on paye les mêmes impôts sans recevoir aucun service en retour », ajoute-t-elle.

À Beit Hanina, les trottoirs sont quasi inexistantes et les poubelles régulièrement brûlées à ciel ouvert faute d'être collectées. Les Palestiniens forment 35 % de la population de Jérusalem, mais la municipalité n'alloue que 10 % de son budget aux quartiers arabes. C'est cette différence de traitement qui a poussé Basel Shama à acheter un appartement de quatre pièces à Pisgat Zeev, à côté de Neve Yaacov. « Nous voulions un quartier facile à vivre, avec des arrêts de bus, des banques et des trottoirs sur lesquels on peut marcher. »

Moins religieux que Neve Yaacov, Pisgat Zeev attire de plus en plus de Palestiniens, « surtout des Arabes israéliens du Nord et des chrétiens de Jérusalem », précise Basel. Ce chrétien de Nazareth reconnaît se sentir plus à l'aise dans cette banlieue occidentalisée que dans l'atmosphère conservatrice de Beit Hanina. « Ici, je peux me promener en short et faire moins attention à ce que je porte », ajoute Inès, son épouse.

"Acheter dans ces colonies est le seul moyen de libérer les terres palestiniennes"

Le phénomène ne concerne encore que quelques centaines de familles palestiniennes, mais la tendance « est en train de s'amplifier », estime Meir Margalit, élu du conseil municipal de Jérusalem pour le parti Meretz (gauche pacifiste). « Ce processus de migration a commencé il y a plusieurs années avec la construction du mur de sécurité. Plus de 50 000 Palestiniens se sont trouvés bloqués du mauvais côté du mur, avec le risque de perdre leur droit de résidence à Jérusalem. Ceux qui cherchent à déménager ne trouvent rien dans les quartiers arabes », dit-il, en s'interrogeant sur l'effet boomerang de la politique israélienne destinée à contenir la population palestinienne. « Croyez-moi, les autorités municipales ne sont pas ravies, mais elles ne peuvent rien y faire. » Dans la Jérusalem « unifiée » sous souveraineté israélienne, rien ne différencie, au regard du droit, les quartiers arabes des quartiers juifs.

L'Autorité palestinienne, elle, se frotte les mains. Que des Palestiniens s'installent dans des colonies a comme un goût de revanche. Beaucoup y voient même le moyen de renverser l'extension continue des quartiers de colonisation. « J'encourage tout le monde à acheter dans les colonies parce qu'elles font partie de la terre de la Palestine, a ainsi déclaré Hatem Abdul Qader, le conseiller palestinien du premier ministre Salem Fayyad pour les "affaires de Jérusalem". Si les Palestiniens peuvent maintenir leur existence à Jérusalem et en Palestine en vivant dans des colonies, j'espère que tous ceux qui en ont les moyens le feront. »

Dans son cabinet de Jérusalem-Est, l'avocat palestinien Mohamed Dahleh bataille contre les refus de vente d'Israéliens peu enclins de vendre à des Palestiniens. Ce juriste inscrit au barreau israélien a lui-même bataillé plusieurs années pour acheter sa maison et encourage tous les Palestiniens à faire de même. « Si les Palestiniens achètent massivement dans ces quartiers, alors les Israéliens partiront parce qu'ils ne voudront pas vivre avec des Arabes », assure-t-il, convaincu de tenir là le meilleur moyen de favoriser la création d'une capitale palestinienne à Jérusalem-Est. Depuis le début de l'année, Mohamed Dahleh a signé une trentaine de ventes pour des familles arabes dans des quartiers juifs en territoire occupé. « Israël ne rendra jamais ces terres par la négociation. Acheter dans ces colonies est le seul moyen de les libérer », ajoute-t-il. Même s'il faut le faire maison par maison

Karim Lebour,

12/07/2009

<http://www.la-croix.com/article/index.jsp?docId=2383202&rubId=4077>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19